

# En Turquie, Recep Tayyip Erdoğan passe à l'offensive contre le CHP

samedi 21 septembre 2013, par [Jean Marcou](#)

**Lors d'un meeting à Adiyaman, dans le sud-est de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, s'en est pris au CHP, le principal parti d'opposition kémaliste, qu'il a accusé de fomenter des troubles et d'être derrière les manifestations sporadiques qui, en écho au mouvement Gezi de juin dernier, continuent à secouer régulièrement les villes turques (notamment Ankara, Antakya et bien sûr Istanbul...).**

La colère du premier ministre à l'égard du CHP s'est accompagnée d'un appel aux alévis (*qui votent traditionnellement pour les kémalistes*), les abjurant de déjouer des provocations qui viseraient à raviver les querelles sectaires. Il a même laissé entendre qu'il y avait des risques de voir se reproduire des incidents comparables aux pogromes anti-alévis de Kahramanmaraş (1978) et Çorum (1980), tout en rappelant que son gouvernement était en 10 ans celui qui avait le plus fait en faveur des alévis. « *Combien y a-t-il eu de cemevi (lieux de culte des alévis) construites à l'époque où le CHP gouvernait ? On devrait faire le compte des cemevi qui se sont ouvertes depuis le début du gouvernement de l'AKP et pendant le mandat de Recep Tayyip Erdoğan comme maire d'Istanbul* », a déclaré le chef du gouvernement turc en rappelant qu'il avait aussi reconnu officiellement les massacres de Dersim commis en 1938 (*cf. notre édition du 27 novembre 2011 : [Les excuses officielles de Recep Tayyip Erdoğan pour les massacres de Dersim ébranlent la classe politique turque.](#)*).

On murmure d'ailleurs ces jours-ci que le paquet de réformes démocratiques que le gouvernement doit prochainement présenter dans le cadre du processus en cours visant à résoudre la question kurde, s'apprêterait à rendre son nom d'origine à la province de Dersim, actuellement toujours officiellement dénommée Tunceli. « *Le CHP n'a pas rendu de compte sur ce qui s'est passé à Dersim. Malheureusement il tente maintenant de fomenter des troubles dans toutes nos provinces... J'en appelle aux jeunes qui trainent avec des cocktails Molotov dans les mains et aux députés du CHP qui les soutiennent. Si vous êtes si sûrs de vous, faites confiance aux urnes qui sont l'honneur de la démocratie. La Turquie n'est ni l'Égypte, ni la Syrie.* »

Pourquoi une telle virulence du premier ministre turc à l'égard d'un parti d'opposition qui pourtant ne semble pas, au vu des dernières enquêtes d'opinion, en mesure de l'inquiéter sérieusement sur le plan électoral ? À la fin du mois d'août, après le verdict de l'affaire Ergenekon, un sondage de l'Institut MetroPoll d'Ankara montrait que, si des élections avaient lieu à ce jour, 43,5% des Turcs voteraient pour l'AKP, 20,3% pour le CHP, 13,3% pour le MHP (*nationaliste*), 5,8% le BDP (*Kurdes*), 1,6% le SP (*islamistes*), et 1,8% pour le TDH (*gauche alternative*) de Mustafa Sarıgül. Ce sondage confirme que les événements de Gezi ont probablement contribué à un tassement de l'influence du parti au pouvoir, auquel les Turcs reprochent majoritairement (*d'autres sondages l'ont montré aussi*) d'avoir mal géré les protestations consécutives au réaménagement urbain de la place Taksim.

Toutefois, il n'indique pas non plus que le parti kémaliste bénéficie directement de cette inflexion. Le CHP est de surcroît traversé par des divisions notamment sur la question kurde, et les investitures pour les prochaines élections municipales et législatives risquent d'être l'occasion de nouvelles querelles intestines. En fait, en dépit de la faible menace électorale que constitue le CHP, plusieurs raisons tenant aux contextes international et domestique qui sont actuellement ceux de la Turquie, expliquent néanmoins cette offensive du leader de l'AKP contre ses rivaux kémalistes.

En premier lieu, sur le plan international, les récents développements régionaux (*aggravation de la crise syrienne, destitution de Mohamed Morsi en Égypte, notamment*) tendent à remettre en cause le bien-fondé de la politique étrangère d'Ahmet Davutoğlu, ou en tout cas à la questionner fortement. En l'espace de deux ans, la fameuse politique du « *zéro problème avec nos voisins* » a en effet laissé place à une situation du « *zéro voisin avec nos problèmes* ». Aux zéniths à la fin des années 2000, les relations turco-syriennes sont devenues exécrables, tandis qu'après l'idylle de la période Morsi, les relations turco-égyptiennes se dégradent dangereusement, la Turquie persistant à considérer que le président évincé reste le seul chef de l'Etat égyptien légitime.

Du fait de ses prises de position régionales sans nuances, Ankara qui ne parvient pas à stabiliser ses relations avec Bagdad, est en outre en indécidabilité avec Moscou et Téhéran. Et si ses rapports avec Tel-Aviv se sont sensiblement améliorés depuis le printemps, ils ne sont pas redevenus non plus ce qu'ils ont pu être par le passé. Dans ce cadre, à la veille d'une année électorale importante (*où doivent avoir lieu des municipales et des présidentielles, et peut-être un référendum constitutionnel*), il n'est pas étonnant que le CHP cherche à tirer parti de ces déconvenues diplomatiques, en se positionnant en parti de gouvernement, ce que l'AKP ne semble pas vraiment apprécier.

La visite de Kemal Kılıçdaroğlu, le leader du CHP, au chef du gouvernement irakien chiite, Nouri el-Maliki, à la fin de la période du Ramadan, n'avait déjà pas été très prisée par le ministère turc des affaires étrangères. La visite récente d'une délégation du CHP au nouveau AKP-CHP4 gouvernement égyptien a été encore plus dure à avaler, alors que les ambassadeurs des deux pays viennent juste de regagner leurs postes après avoir été rappelés simultanément au moment de la répression sanglante qui a frappé les partisans du président Morsi à la mi-août.

Selon certains membres du gouvernement, cette visite confine même à la « *trahison* », bien que la délégation du CHP ait tenu aussi à rencontrer des représentants des Frères musulmans et qu'elle ait pris la défense du premier ministre turc lorsque ce dernier a été mis en cause par ses interlocuteurs officiels égyptiens. Alors même qu'en se rendant au Caire, la délégation kémaliste avait affirmé vouloir éviter une détérioration extrême des relations entre l'Égypte et la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan a violemment réagi, en lui demandant : « *Mais avez-vous donc un mandat officiel pour prétendre réparer les relations de notre pays avec un autre pays ?* » Il n'est donc pas question pour le parti au pouvoir de laisser le CHP s'infiltrer dans les brèches qui sont récemment apparues dans sa ligne diplomatique.

En second lieu, sur le plan domestique, le premier ministre turc est inquiet de l'agitation politique et sociale ambiante. Certes, les manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours sont diffuses, épisodiques et ne forment pas pour l'instant un mouvement d'ensemble comparable à celui de juin dernier. Mais l'esprit de Gezi n'est pas mort pour autant. Un mouvement contestant la construction d'une route sur le campus de l'Université technique du Moyen-Orient à Ankara se développe depuis plusieurs semaines, générant des manifestations de solidarité un peu partout dans le pays.

Lors de l'une d'entre elles, d'ailleurs, il y a quelques jours, à Antakya, un jeune homme est mort dans des conditions mal élucidées. Même si au bout du compte des violences policières ne devaient pas être la cause directe de ce décès, l'événement contribue à entretenir l'émotion et à susciter des interrogations sur les moyens ou les méthodes utilisées par les forces de l'ordre dans leurs interventions. Bien que le CHP ne soit pas à l'origine de cette agitation, même si certains de ses membres y prennent part parfois, le gouvernement entend manifestement éviter que l'opposition n'essaye d'en tirer parti pour accréditer l'idée qu'il est confronté à un mécontentement durable et majoritaire.

À cette fin, les responsables de l'AKP ne manquent pas une occasion de rapprocher l'éviction du président Morsi et la reprise en main militaire qui s'est ensuivie en Égypte, des mouvements de protestation en Turquie et des risques factieux qu'ils présenteraient. Au moment où près de 200 militaires turcs viennent d'être condamnés dans l'affaire Ergenekon (*cf. notre édition du 6 août 2013 : [Le verdict de l'affaire Ergenekon plus sévère encore que celui de l'affaire Balyoz](#)*), où l'enquête contre les responsables du coup d'état post-moderne de 1997 a repris, et où l'on vient de célébrer le 33<sup>e</sup> anniversaire du coup d'état de

1980, il s'agit de laisser entendre que Gezi et l'effervescence ambiante, constituent le ferment, ou pour reprendre une expression de l'Espagnol Javier Cercas à propos du coup d'État du 23 F, « *le placenta* » d'un processus visant à abattre le gouvernement, par des manœuvres et des moyens illégaux.

En dernier lieu, il faut voir que l'appel aux alévis lancé par le premier ministre turc à cette occasion, recoupe les polémiques provoquées par la récente construction à Ankara d'un complexe rassemblant une mosquée sunnite et une cemevi. Cette initiative soutenue par certaines associations aléviennes, qui y voient un signe de tolérance, est en revanche dénoncée par d'autres pour lesquels elle n'est en réalité qu'une forme d'assimilation insidieuse.

Le gouvernement de l'AKP, qui avait dans un premier temps séduit une partie des alévis, par ses postures de tolérance à l'égard des minorités et identités distinctes, l'a largement déçue par la suite, en refusant d'accorder un statut de lieu de culte aux cemevi et surtout en refusant de reconnaître la spécificité religieuse des alévis.

Depuis toujours, à l'égard des alévis comme des autres identités distinctes, le parti gouvernemental est pris entre la tentation de l'ouverture, d'une part, et les tendances conservatrices et nationalistes de son électorat sunnite, d'autre part. Pour sa part, le CHP connaît des contradictions assez comparables, moins à l'égard des droits des alévis probablement qu'à l'égard de ceux des Kurdes, comme l'ont montrées ses prises de position ambiguës à l'égard du processus de règlement en cours qui divise profondément le parti kémaliste.

Voir en ligne : [Jean Marcou](#)

---

## Sources

[Recep Tayyip Erdoğan passe à l'offensive contre le CHP](#)

OViPoT - Jean Marcou - dimanche 15 septembre 2013